

Brochure n° 3081 | Convention collective nationale

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : **87** | **OUVRIERS**

IDCC : **135** | **EMPLOYÉS, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE**

IDCC : **211** | **CADRES**

**Accord d'harmonisation du 11 avril 2024**

relatif aux salaires minimaux garantis

NOR : ASET2450537M

IDCC : 87, 135

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UNICEM ;**

**FIB ;**

**UP'Chaux,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**BATIMAT-TP CFTC ;**

**CFE-CGC BTP ;**

**CGT FNSCBA ;**

**FG FO construction ;**

**FNCB CFTD,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les partenaires sociaux ont souhaité engager une négociation afin d'harmoniser les salaires conventionnels garantis des ouvriers et ETAM au sein de la branche des industries de carrières et matériaux de construction.

En effet, conformément à l'engagement paritaire du 3 avril 2013 fixant les modalités de négociation et de conclusion des accords collectifs au sein de la branche, la FIB, représentative pour le secteur de l'industrie du béton, n'a pas signé depuis plus de cinq ans les accords régionaux sur les salaires minimaux garantis des ouvriers et des ETAM conclus au sein de la branche.

La FIB a par ailleurs signé tous les autres accords conclus au sein de la branche pour les salaires minimaux conventionnels des cadres et des recommandations patronales ont été régu-

lièrement déposées auprès du ministère du travail, afin qu'aucun salaire ne soit inférieur au Smic pour ce secteur.

Compte tenu de cette situation, les organisations syndicales représentatives ont saisi par courrier du 19 mai 2023 la direction générale du travail en demandant au ministère du travail d'engager une procédure d'élargissement, conformément à l'article L. 2261-17 du code du travail.

Afin d'instruire cette demande, la direction générale du travail a consulté les différentes parties, et, sans se prononcer sur la décision qu'elle pourrait prendre à l'issue de la procédure, a demandé aux parties d'engager rapidement une négociation afin d'harmoniser les salaires minimaux conventionnels des ouvriers et ETAM au sein de la branche.

Les partenaires sociaux lors de la CPPNI du 15 février 2024 ont accepté le principe de cette négociation et ont décidé l'organisation d'une réunion exceptionnelle de la CPPNI carrières et matériaux le 19 mars 2024. La délégation patronale, à l'issue de la négociation lors de la CPPNI du 11 avril 2024, a adressé le présent accord aux organisations syndicales, en vue de leur signature.

## **Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord s'applique uniquement aux entreprises appartenant au secteur de l'industrie du béton (FIB), le champ d'application étant défini à l'annexe 1.

Les accords régionaux portant sur les salaires minima garantis ouvriers et ETAM des autres champs d'application des conventions collectives carrières et matériaux définissent les salaires minima conventionnels pour ces autres secteurs.

## **Article 2**

La FIB affirme aujourd'hui sa volonté de négocier l'harmonisation à terme des salaires minimaux conventionnels garantis ouvriers et ETAM au sein de la branche, mais, compte tenu de contraintes économiques fortes au sein de son secteur, contraintes renforcées par la crise actuelle de la construction, ne peut accepter un alignement immédiat sur les salaires minimaux régionaux actuels de l'UNICEM, dont les conséquences financières seraient importantes pour les entreprises.

Les organisations syndicales ont conscience des impacts potentiels d'une harmonisation immédiate entre les accords de salaires minimaux garantis ouvriers et ETAM conclus par les UNICEM régionales et les recommandations régionales patronales FIB de 2023 en vigueur et acceptent une harmonisation au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2027.

## **Article 3**

La FIB s'engage à réduire progressivement au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2027 les écarts entre les accords salariaux régionaux étendus, conclus chaque année, et ses propres recommandations patronales de juillet 2023.

Modalités de rattrapage jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2027 :

- au 1<sup>er</sup> juillet 2024, un pourcentage de revalorisation de 3,6 % sera appliqué sur la recommandation FIB de juillet 2023 (cf. tableau des grilles harmonisées au 1<sup>er</sup> juillet 2024 en annexe 2) ;
- pour les niveaux 1 et 2 de la classification, les salaires garantis des derniers accords conclus dans les régions UNICEM seront appliqués par la FIB à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 (cf. tableau des grilles harmonisées au 1<sup>er</sup> janvier 2025 en annexe 2) ;
- les niveaux 3 à 7 seront progressivement rattrapés avec des évolutions à rythme constant jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2027, date de complète harmonisation (cf. projections tableau des grilles harmonisées en annexe 3) ;

- les évolutions en pourcentage résultant des négociations régionales des années 2025 à 2027 seront rajoutées dans le calcul des grilles régionales, de façon à aboutir à une grille unique pour chaque région de la branche au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2027 ;
- chaque année de 2025 à 2027, les montants négociés feront l’objet d’un avenant au présent accord qui sera soumis à la signature des partenaires sociaux de la branche ;
- les modalités de rattrapage figurent dans le tableau des grilles, annexé au présent accord (cf. annexes 2 et 3).

#### **Article 4**

Les partenaires sociaux s’engagent à réviser avant janvier 2027 l’engagement paritaire du 3 avril 2013 « fixant les modalités de négociation et de conclusion des accords collectifs au sein des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction ».

#### **Article 5**

Un point sur l’application du présent accord sera effectué annuellement en CPPNI.

#### **Article 6**

Le présent accord à durée indéterminée a vocation à s’appliquer à toute entreprise, rentrant dans le champ d’application, quelle que soit sa taille.

Il entrera en vigueur à compter de sa signature selon les modalités prévues à l’article 3. Il fera l’objet d’une demande d’extension par le ministère du travail.

#### **Article 7**

Suivant les règles de droit commun en vigueur, toute organisation syndicale représentative non-signataire du présent accord ainsi que de toute organisation syndicale ou association d’employeur ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l’accord et fera l’objet d’un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l’article D. 2231-2 du code du travail.

#### **Article 8**

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l’article D. 2231-2 du code du travail, en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud’hommes.

En application de l’article L. 2231-7 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu’à l’issue du délai d’opposition qui court à compter de l’envoi de l’accord signé aux organisations syndicales représentatives.

En application de l’article L. 2231.5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifiera le texte à l’ensemble des organisations représentatives et demandera l’extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2261-24 du code du travail.

*Fait à Paris, le 11 avril 2024.*

(Suivent les signatures.)

## **Annexe 1** Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction de l'accord du 11 avril 2024

---

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

### **Dans la classe 15 | Matériaux de construction**

Le groupe 15.08 : produits en béton.

Annexe 2

Salaires mini ouvriers, ETAM 2024 et 2025 applicables au secteur de l'industrie du béton

Pour 151,67 heures par mois.

Application au 1<sup>er</sup> juillet 2024 et 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Smic (1<sup>er</sup> janvier 2024) : 1 766,92 €.

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1			Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/02/2024	1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780
			1 834	1 842	1 846	1 867	1 867	1 919	1 930	1 961	2 016	2 026	2 058	2 128	2 134	2 199	2 346	2 387	2 474	2 666	2 718	2 879	3 131
			1 831	1 831	1 835	1 841	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
Bourgogne-Franche Comté	Ac. rég.	01/01/2025	1 834	1 842	1 846	1 867	1 867	1 919	1 925	1 930	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
			1 800	1 834	1 852	1 875	1 875	1 929	1 939	1 967	2 021	2 032	2 062	2 129	2 136	2 198	2 340	2 377	2 464	2 649	2 700	2 856	3 098
			1 800	1 831	1 835	1 841	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
Bretagne	Ac. rég.	01/01/2025	1 800	1 834	1 852	1 875	1 875	1 929	1 935	1 940	1 945	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
			1 810	1 814	1 818	1 842	1 842	1 894	1 913	1 930	1 987	1 996	2 026	2 094	2 102	2 165	2 309	2 347	2 435	2 621	2 673	2 830	3 075
			1 810	1 814	1 818	1 841	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
Centre-Val de Loire	Ac. rég.	01/01/2025	1 810	1 814	1 818	1 842	1 842	1 894	1 900	1 912	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
			1 791	1 822	1 826	1 851	1 851	1 905	1 913	1 940	1 997	2 006	2 038	2 108	2 115	2 178	2 324	2 361	2 451	2 640	2 691	2 850	3 097
			1 791	1 822	1 826	1 841	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
	Ac. rég.	01/01/2025	1 791	1 822	1 826	1 851	1 851	1 905	1 907	1 912	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780
			1 802	1 822	1 829	1 856	1 910	1 918	1 947	2 000	2 011	2 045	2 114	2 121	2 187	2 333	2 375	2 464	2 656	2 707	2 868	3 118
Grand Est	01/07/2024	1 802	1 822	1 829	1 829	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
			1 802	1 822	1 829	1 856	1 910	1 915	1 920	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
Hauts-de-France	Ac. rég.	01/01/2024	1 809	1 821	1 827	1 864	1 902	1 911	1 937	1 995	2 004	2 036	2 105	2 111	2 176	2 321	2 362	2 450	2 641	2 692	2 851	3 100
			1 809	1 821	1 827	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
	01/01/2025	1 809	1 821	1 827	1 864	1 902	1 907	1 912	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923	
			1 792	1 812	1 822	1 851	1 903	1 915	1 945	2 003	2 012	2 047	2 119	2 128	2 191	2 343	2 384	2 476	2 673	2 737	2 894	3 152
Île-de-France	Ac. rég.	01/01/2024	1 792	1 812	1 822	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
			1 792	1 812	1 822	1 851	1 903	1 907	1 912	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
	01/01/2025	1 792	1 812	1 822	1 851	1 903	1 907	1 912	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923	
			1 792	1 798	1 801	1 823	1 874	1 876	1 891	1 949	1 966	1 999	2 069	2 076	2 141	2 288	2 292	2 411	2 605	2 623	2 817	3 070
Normandie	Ac. rég.	01/01/2024	1 792	1 798	1 801	1 823	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
			1 792	1 798	1 801	1 823	1 874	1 876	1 891	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
	01/01/2025	1 792	1 798	1 801	1 815	1 836	1 885	1 898	1 928	1 976	1 994	2 026	2 090	2 105	2 168	2 312	2 361	2 453	2 635	2 702	2 863	3 116
			1 791	1 801	1 815	1 836	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
Nouvelle-Aquitaine	Ac. rég.	01/07/2024	1 791	1 801	1 815	1 836	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
			1 791	1 801	1 815	1 836	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
	01/01/2025	1 791	1 801	1 815	1 815	1 836	1 885	1 891	1 912	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
			1 815	1 837	1 845	1 874	1 929	1 938	1 968	2 027	2 036	2 073	2 145	2 150	2 216	2 338	2 379	2 471	2 668	2 722	2 887	3 144
Occitanie	Ac. rég.	01/01/2024	1 815	1 831	1 835	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
			1 815	1 837	1 845	1 874	1 929	1 934	1 944	1 954	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
	01/01/2025	1 815	1 837	1 845	1 845	1 874	1 929	1 934	1 944	1 954	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923
			1 811	1 815	1 828	1 852	1 903	1 915	1 943	1 999	2 008	2 041	2 112	2 117	2 180	2 328	2 367	2 454	2 645	2 696	2 966	3 092
Pays de la Loire	Ac. rég.	01/01/2024	1 811	1 815	1 828	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
			1 811	1 815	1 828	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
	01/07/2024	1 811	1 815	1 828	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880	
			1 811	1 815	1 828	1 852	1 903	1 908	1 912	1 933	1 959	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Salaires mini garantis industrie du béton  Provence-Alpes- Côte d'Azur – Corse	Ac. rég.	01/01/2024	1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780
			1 816	1 877	1 884	1 913	1 968	1 976	2 006	2 064	2 074	2 106	2 178	2 185	2 251	2 403	2 441	2 534	2 731	2 783	2 949	3 204
	07/01/2024	01/01/2025	1 816	1 831	1 835	1 841	1 847	1 863	1 883	1 904	1 930	1 956	1 982	2 019	2 061	2 170	2 228	2 327	2 455	2 533	2 674	2 880
			1 816	1 877	1 884	1 913	1 968	1 970	1 974	1 978	1 982	1 985	2 012	2 049	2 092	2 203	2 262	2 362	2 492	2 571	2 714	2 923

Annexe 3

Salaires mini ouvriers, ETAM 2024 et 2025 applicables au secteur de l'industrie du béton

Projections

Pour 151,67 heures par mois.

Smic (1<sup>er</sup> janvier 2024) : 1 766,92 €.

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %	3 %	19 %	4 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	10 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0 %		
Salaires mini garantis industrie du béton			1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780		
Auvergne-Rhône-Alpes	Ac. rég.	01/02/2024	1 834	1 842	1 846	1 867	1 919	1 930	1 961	2 016	2 026	2 058	2 128	2 134	2 199	2 346	2 387	2 474	2 666	2 718	2 879	3 131	
		01/07/2025	1 834	1 842	1 846	1 867	1 919	1 930	1 959	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967	
	01/07/2026	1 834	1 842	1 846	1 867	1 919	1 930	1 961	1 991	2 018	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012		
		01/07/2027	1 834	1 842	1 846	1 867	1 919	1 930	1 961	2 016	2 026	2 058	2 128	2 134	2 199	2 346	2 387	2 474	2 666	2 718	2 879	3 131	
% augment. appliqué sur la dernière année			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	1,25 %	0,38 %	0,62 %	2,68 %	1,07 %	2,05 %	3,37 %	2,44 %	1,68 %	3,84 %	2,62 %	2,97 %	3,96 %	
[1] Source enquête salaires réels 2019.																							



(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %		3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0 %		
			1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 838	1 798	1 818	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780	
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/04/2024	1 800	1 834	1 852	1 875	1 929	1 939	1 967	2 021	2 032	2 062	2 129	2 136	2 198	2 340	2 377	2 464	2 649	2 700	2 856	3 098	
			1 800	1 834	1 852	1 875	1 929	1 939	1 967	1 974	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967	
		01/07/2025		1 800	1 834	1 852	1 875	1 929	1 939	1 967	2 004	2 018	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012
		01/07/2026		1 800	1 834	1 852	1 875	1 929	1 939	1 967	2 004	2 018	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012
		01/07/2027		1 800	1 834	1 852	1 875	1 929	1 939	1 967	2 021	2 032	2 062	2 129	2 136	2 198	2 340	2 377	2 464	2 649	2 700	2 856	3 098
	% augment. appliqué sur la dernière année		0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,86 %	0,68 %	0,82 %	2,73 %	1,17 %	2,01 %	3,10 %	2,01 %	1,27 %	3,18 %	1,94 %	2,14 %	2,87 %		
[1] Source enquête salaires réels 2019.																							

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1			Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %		3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %			
			1 766,92	1 766,92		1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 810	1 814	1 818	1 842	1 894	1 913	1 930	1 987	1 996	2 026	2 094	2 102	2 165	2 309	2 347	2 435	2 621	2 673	2 830	3 075	
			1 810	1 814	1 818	1 842	1 894	1 913	1 930	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967	
				1 810	1 814	1 818	1 842	1 894	1 913	1 930	1 987	1 996	2 026	2 072	2 102	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012
				1 810	1 814	1 818	1 842	1 894	1 913	1 930	1 987	1 996	2 026	2 094	2 102	2 165	2 309	2 347	2 435	2 621	2 673	2 830	3 075
			% augment. appliqué sur la dernière année	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	1,04 %	0,00 %	0,48 %	1,74 %	0,72 %	0,08 %	2,08 %	0,92 %	1,21 %	2,10 %	
[1] Source enquête salaires réels 2019.																							

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %	3 %	19 %	4 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %
			1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 791	1 822	1 826	1 851	1 905	1 913	1 940	1 997	2 006	2 038	2 108	2 115	2 178	2 324	2 361	2 451	2 640	2 691	2 850	3 097
		01/07/2025	1 791	1 822	1 826	1 851	1 905	1 913	1 940	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967
	Centre-Val de Loire	01/07/2026	1 791	1 822	1 826	1 851	1 905	1 913	1 940	1 991	2 006	2 038	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012
		01/07/2027	1 791	1 822	1 826	1 851	1 905	1 913	1 940	1 997	2 006	2 038	2 108	2 115	2 178	2 324	2 361	2 451	2 640	2 691	2 850	3 097
			% augment. appliqué sur la dernière année	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,29 %	0,00 %	0,00 %	1,72 %	0,17 %	1,08 %	2,40 %	1,32 %	0,73 %	2,82 %	1,60 %	1,93 %
[1] Source enquête salaires réels 2019.																						

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>	1 %	2 %		3 %	19 %	4 %	3 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %
	1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780		
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 802	1 822	1 829	1 856	1 910	1 918	1 947	2 000	2 011	2 045	2 114	2 121	2 187	2 333	2 375	2 464	2 656	2 707	2 868	3 118
		01/07/2025	1 802	1 822	1 829	1 856	1 910	1 918	1 947	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967
	01/07/2026	1 802	1 822	1 829	1 856	1 910	1 918	1 947	1 991	2 011	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012	
	01/07/2027	1 802	1 822	1 829	1 856	1 910	1 918	1 947	2 000	2 011	2 045	2 114	2 121	2 187	2 333	2 375	2 464	2 656	2 707	2 868	3 118	
	% augment. appliqué sur la dernière année		0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %	0 %	1 %	3 %	2 %	1 %	3 %	2 %	3 %	4 %
[1] Source enquête salaires réels 2019.																						

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %	3 %	19 %	4 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %	
			1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780	
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 809	1 821	1 827	1 864	1 902	1 911	1 937	1 995	2 004	2 036	2 105	2 111	2 176	2 321	2 362	2 450	2 641	2 692	2 851	3 100	
		01/07/2025	1 809	1 821	1 827	1 864	1 902	1 911	1 937	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967	
	Hauts-de-France	01/07/2026	1 809	1 821	1 827	1 864	1 902	1 911	1 937	1 991	2 004	2 036	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012	
		01/07/2027	1 809	1 821	1 827	1 864	1 902	1 911	1 937	1 995	2 004	2 036	2 105	2 111	2 176	2 321	2 362	2 450	2 641	2 692	2 851	3 100	
		% augment. appliqué sur la dernière année		0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %	0 %	1 %	2 %	1 %	1 %	3 %	2 %	2 %	3 %
[1] Source enquête salaires réels 2019.																							

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %	3 %	19 %	4 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %	
			1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780	
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 792	1 812	1 822	1 851	1 903	1 915	1 945	2 003	2 012	2 047	2 119	2 128	2 191	2 343	2 384	2 476	2 673	2 737	2 894	3 152	
		01/07/2025	1 792	1 812	1 822	1 851	1 903	1 915	1 940	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967	
	Île-de-France	01/07/2026	1 792	1 812	1 822	1 851	1 903	1 915	1 945	1 991	2 012	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012	
		01/07/2027	1 792	1 812	1 822	1 851	1 903	1 915	1 945	2 003	2 012	2 047	2 119	2 128	2 191	2 343	2 384	2 476	2 673	2 737	2 894	3 152	
		% augment. appliqué sur la dernière année		0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %	2 %	1 %	2 %	3 %	2 %	2 %	4 %	3 %	4 %	5 %
[1] Source enquête salaires réels 2019.																							

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>	1 %	2 %		3 %	19 %	4 %	3 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0 %	0 %	
	1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780		
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 792	1 798	1 801	1 823	1 874	1 876	1 891	1 949	1 966	1 999	2 069	2 076	2 141	2 288	2 292	2 411	2 605	2 623	2 817	3 070
			1 792	1 798	1 801	1 823	1 874	1 876	1 891	1 949	1 966	1 999	2 042	2 076	2 123	2 236	2 292	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967
			1 792	1 798	1 801	1 823	1 874	1 876	1 891	1 949	1 966	1 999	2 069	2 076	2 141	2 270	2 292	2 411	2 567	2 623	2 796	3 012
			1 792	1 798	1 801	1 823	1 874	1 876	1 891	1 949	1 966	1 999	2 069	2 076	2 141	2 288	2 292	2 411	2 605	2 623	2 817	3 070
			0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %	1 %	0 %	1 %	2 %
			[1] Source enquête salaires réels 2019.																			

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %	3 %	19 %	4 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %
	Salaires mini garantis industrie du béton		1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 151	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780
Nouvelle-Aquitaine	Ac. rég.	01/01/2024	1 791	1 801	1 815	1 836	1 885	1 898	1 928	1 976	1 994	2 026	2 090	2 105	2 168	2 312	2 361	2 453	2 635	2 702	2 863	3 116
		01/07/2025	1 791	1 801	1 815	1 836	1 885	1 898	1 928	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967
	01/07/2026		1 791	1 801	1 815	1 836	1 885	1 898	1 928	1 976	1 994	2 026	2 072	2 105	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012
	01/07/2027		1 791	1 801	1 815	1 836	1 885	1 898	1 928	1 976	1 994	2 026	2 090	2 105	2 168	2 312	2 361	2 453	2 635	2 702	2 863	3 116
	% augment. appliqué sur la dernière année		0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %	1 %	2 %	1 %	1 %	3 %	2 %	2 %	3 %
[1] Source enquête salaires réels 2019.																						

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %		3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0 %	
			1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780	
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 815	1 837	1 845	1 874	1 929	1 938	1 968	2 027	2 036	2 073	2 145	2 150	2 216	2 338	2 379	2 471	2 668	2 722	2 887	3 144
	01/07/2025	1 815	1 837	1 845	1 874	1 929	1 938	1 968	1 983	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967			
	Occitanie	01/07/2026	1 815	1 837	1 845	1 874	1 929	1 938	1 968	2 013	2 072	2 018	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796
01/07/2027		1 815	1 837	1 845	1 874	1 929	1 938	1 968	2 027	2 145	2 036	2 073	2 145	2 150	2 216	2 338	2 379	2 471	2 668	2 722	2 887	3 144
% augment. appliqué sur la dernière année		0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	1 %	1 %	4 %	2 %	3 %	3 %	2 %	2 %	4 %	3 %	3 %	4 %

[1] Source enquête salaires réels 2019.

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>	1 %	2 %		3 %	19 %	4 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %	
	1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780			
Salaires mini garantis industrie du béton																						
Pays de la Loire	Ac. rég.	01/01/2024	1 811	1 815	1 828	1 852	1 903	1 915	1 943	1 999	2 008	2 041	2 112	2 117	2 180	2 328	2 367	2 454	2 645	2 696	2 966	3 092
	01/07/2025	1 811	1 815	1 828	1 852	1 903	1 915	1 940	1 962	1 988	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967	
	01/07/2026	1 811	1 815	1 828	1 852	1 903	1 915	1 943	1 991	2 008	2 041	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012	
01/07/2027	1 811	1 815	1 828	1 852	1 903	1 915	1 943	1 999	2 008	2 041	2 112	2 117	2 180	2 328	2 367	2 454	2 645	2 696	2 966	3 092		
% augment. appliqué sur la dernière année		0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	3 %	2 %	1 %	3 %	2 %	6 %	3 %	

[1] Source enquête salaires réels 2019.

(En euros.)

Régions	Nat.	Date d'effet	Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			Éch. 1	Éch. 2	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3	Éch. 1	Éch. 2	Éch. 3
Répartition des salariés de l'IB <sup>[1]</sup>			1 %	2 %	3 %	19 %	4 %	3 %	19 %	5 %	3 %	13 %	3 %	3 %	10 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %	
			1 766,92	1 766,92	1 771	1 777	1 783	1 798	1 818	1 838	1 863	1 888	1 913	1 949	1 989	2 095	2 246	2 370	2 445	2 581	2 780	
Salaires mini garantis industrie du béton	Ac. rég.	01/01/2024	1 816	1 877	1 884	1 913	1 968	1 976	2 006	2 064	2 074	2 106	2 178	2 185	2 251	2 403	2 534	2 731	2 783	2 949	3 204	
			1 816	1 877	1 884	1 913	1 968	1 976	2 004	2 008	2 012	2 015	2 042	2 080	2 123	2 236	2 296	2 397	2 530	2 610	2 755	2 967
		01/07/2025	1 816	1 877	1 884	1 913	1 968	1 976	2 006	2 038	2 042	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012
		01/07/2026	1 816	1 877	1 884	1 913	1 968	1 976	2 006	2 038	2 042	2 045	2 072	2 111	2 155	2 270	2 330	2 433	2 567	2 649	2 796	3 012
		01/07/2027	1 816	1 877	1 884	1 913	1 968	1 976	2 006	2 064	2 074	2 106	2 178	2 185	2 251	2 403	2 441	2 534	2 731	2 783	2 949	3 204
	% augment. appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	2 %	3 %	5 %	3 %	4 %	6 %	4 %	6 %	5 %	5 %	6 %	
[1] Source enquête salaires réels 2019.																						